

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

CCAP N° 3MT-2025-001

Maîtrise d'ouvrage

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°24-062 du 18/10/2024

Conducteur d'opération

Service des politiques et des techniques

Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la sécurisation des accès Nord et Sud du viaduc de Calix – Phase 1 du projet Calix - route nationale 814 (boulevard périphérique de Caen), dans le département du Calvados.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Titulaire du marché.....	4
1-3. Sous-traitance.....	5
1-4. Contenu de la mission.....	5
1-6. Intervenants.....	6
1-7. Caractéristiques des marchés de travaux.....	7
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-9. Dispositions générales.....	8
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	14
ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	15
4-1. Rémunération.....	15
4-2. Règlement des comptes.....	15
4-3. Variation dans les prix.....	19
ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	20
5-1. Coût prévisionnel des travaux.....	20
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	21
5-3. Seuil de tolérance.....	21
5-4. Coût de référence des travaux.....	21
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du MOE.....	22
5-6. Variantes pour les marchés de travaux.....	23
ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	23
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement.....	23
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	23
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	24
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance.....	24
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	24
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance.....	25
6-7. Suivi de l'exécution des travaux.....	25
6-8. Ordres de service.....	25
6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	26
ARTICLE 7. DÉLAIS ET PÉNALITÉS.....	27
7-1. Définitions et points de départ.....	27
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	33
8-1. Retenue de garantie.....	33

8-2. Avances.....	33
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	34
9-1. Opération de vérification.....	34
9-2. Admission des documents présentés par le MOE.....	35
9-3. Achèvement de la mission.....	35
9-4. Résiliation.....	36
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	37
10-1. Modalité d'application retenue.....	37
10-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	39
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	40

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre en vue de la sécurisation des accès Nord et Sud du viaduc de Calix. situé sur la route nationale 814 (boulevard périphérique de Caen), dans le département du Calvados.

Le contenu de la mission confiée au titulaire comprend des missions classiques et des missions complémentaires dont le détail est fourni à l'article 1-4 du présent document.

Lieu(x) d'exécution des prestations : route nationale 814 (boulevard périphérique nord de Caen).

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique (CCP).

À titre indicatif, le marché de travaux sera notifié fin 2025 et les travaux commenceront en février 2026 (travaux préparatoires notamment d'installations de chantier) pour une durée de 4 mois.

L'opération de sécurisation des accès, objet de la présente mission de maîtrise d'œuvre, s'intègre dans une opération globale « Projet Calix » en amont et aval du viaduc et sur le viaduc. Elle constitue la phase 1 de l'opération comprenant les 2 sous-phases suivantes :

- Phase 1.1 : mise en place d'un système de fermeture du viaduc par FAV et barrières
- Phase 1.3 : sécurisation de l'accès à la culée Nord du viaduc de Calix

L'opération globale est définie comme suit :

- phase 1 de sécurisation des accès– objet du présent marché ;
- phase 2 de réparation du viaduc de Calix sous maîtrise d'oeuvre attribuée à EGIS ;
- phase 3 de réparation des murs anti-bruit ;
- phase 4 de réfection de l'extrados du viaduc de Calix.

1-2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de « le maître d'œuvre », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG sont applicables.

1-3. Sous-traitance

Le MOE ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture. Ainsi, les tâches essentielles qui devront être effectuées directement par le titulaire sont les missions AVP / PRO / ACT.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le MOE doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

1-4. Contenu de la mission

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de mission définis les articles R.2431-24 à R.2431-31 du CCP et complétés dans le CCTP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

1-4.1. Éléments de mission

- **AVP** études d'avant-projet ;
- **PRO** études de projet ;
- **ACT** assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation de contrats de travaux ;
- **VISA** examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur (tranche optionnelle 1) ;
- **DET** direction de l'exécution des travaux (tranche optionnelle 1) ;
- **OPC** ordonnancement, pilotage et coordination des travaux (tranche optionnelle 1) ;
- **AOR** assistance à maîtrise d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux (tranche optionnelle 1) ;

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du Code de l'Environnement et de ses textes d'application.

1-4.2. Missions complémentaires MC

- **Mission complémentaire 1 ou MC1** établissement et suivi du dossier d'exploitation sous chantier en phases PRO et DET (tranche optionnelle 2) ;

Le marché comporte 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles :

Désignation des tranches		Sous-phase
Tranche ferme	Réalisation des missions AVP / PRO / ACT	Phases 1.1 et 1.3
Tranche optionnelle 1	Réalisation des missions VISA / DET / AOR / OPC	Phases 1.1 et 1.3
Tranche optionnelle 2	MC1	Phases 1.1 et 1.3

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les délais limites de notification, par décision du RMO, d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de la date de début d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	10 mois
Optionnelle 2	10 mois

1-6. Intervenants

1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Monsieur le directeur de la Direction interdépartementale des Routes Nord-Ouest.

1-6.2. Conduite d'opération

Sans objet

1-6.3. Contrôle technique

Les études feront l'objet d'un contrôle technique externalisé. L'entreprise sera définie ultérieurement.

Les contrôles extérieurs en phase travaux seront définis ultérieurement. Les missions confiées seront relatives aux contrôles des matériaux entre autres.

Le MOE doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le MOE. Cette rémunération est négociée avec le maître d'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le MOE met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au MOE en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le coordinateur SPS sera désigné ultérieurement.

1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au MOE dans le cadre de la tranche optionnelle du présent marché.

1-6.7. Autres intervenants

Une mission spécifique d'assistance à maîtrise d'ouvrage exploitation sera désignée ultérieurement afin de définir les scénarios d'exploitation générant le minimum de gêne aux usagers pour l'ensemble des phases du « projet Calix ».

Par ailleurs, le district Manche Calvados assurera par une mission le contrôle des dispositions d'exploitation sous chantier.

Les gestionnaires des réseaux routiers, ferrés et maritimes situés aux environs du viaduc pourront être associés aux démarches liées à l'exploitation sous chantier, notamment dans le cadre des restrictions de circulation et des déviations à mettre en œuvre et/ou de l'emprise des installations de chantier et moyens d'accès.

Les services du ministère en charge de la transition écologique et de l'intérieur donneront un avis sur les demandes d'autorisation administratives (arrêté de circulation).

1-7. Caractéristiques des marchés de travaux

Le maître d'ouvrage n'a pas encore défini les caractéristiques du/des marché/s travaux et de leur/s consultation/s.

1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-8-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-2.3 du présent CCAP

1-8.2. Sites sensibles

Le viaduc de Calix se situe dans le périmètre du plan particulier d'intervention des Dépôts de pétrole côtiers de Mondeville (1 415 m autour du dépôt). Le DPC est un établissement classé SEVESO seuil haut au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance des documents d'information et à prendre en compte les mesures de sécurité nécessaires dans le cadre de l'établissement de son projet et du suivi des travaux.

1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-2.4 du présent CCAP.

1-9. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du Travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-9.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le MOE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des

salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-9.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet »

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins ;
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

1-9.3. Responsabilités et Assurances

1-9.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le MOE assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le MOE répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le MOE et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 5 000 000 € par sinistre.

1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

-

Sans objet.

1-9.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, ...).

Le MOE qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-9.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-9.5. Clauses sociales et environnementales

1-9.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 10 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-9.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n°18.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Il est également prévu :

- l'établissement d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) ;

1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef du service des politiques et des techniques ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG).

1-9.7. Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du

groupement (destinataire) par courriel. Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception de l'information dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai(s), celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-9.8. Clauses de réexamen du marché public

Outre les modifications possibles au titre du 4.1.3, les clauses de réexamen du marché public est la suivante :

- modification significative de la consistance ou du phasage de l'opération de la phase 1 demandée par le maître d'ouvrage ou s'imposant au maître d'ouvrage,

La coordination entre les besoins des travaux d'une part et les contraintes d'exploitation des réseaux notamment routiers d'autre part, est délicate et soumise à des aléas difficiles parfois à anticiper. En effet, la période et le phasage de réalisation des travaux est susceptible d'être modifiée sensiblement puisqu'ils sont dépendants des capacités de financement et des contraintes pas toujours connues des autres gestionnaires concernés par les travaux. Ces circonstances peuvent rendre nécessaire l'adaptation de la consistance ou du phasage de l'opération, et avoir une incidence notable sur l'organisation et la rémunération du maître d'œuvre.

Aussi, concernant cette clause et conformément aux dispositions des articles L.2194-1, R.9124-2 et R.9124-3 du CCP, le marché pourra faire alors l'objet d'un avenant à partir d'une proposition de l'entreprise faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires ou modifiées, éventuellement décomposées, rendues nécessaires par ces circonstances.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) et les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

B – Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A) ;
- Les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 01 avril 2021 précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;

C – Engagements unilatéraux

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents suivants :

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement de graphiques ;
- La matrice des temps passés ;
- Le planning d'exécution ;
- Une note justifiant la cohérence des honoraires demandés au regard de l'étendue de la mission, son degré de complexité, l'importance des travaux et leur complexité ;

Ces documents constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'art 24.6.3 du CCAG, le titulaire peut publier les résultats sous réserve de l'accord préalable de l'acheteur, ceci même si les résultats ne comprennent pas de connaissances antérieures mises à la disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution du marché.

ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

4-1. Rémunération

4-1.1. Généralités

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le MOE s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

4-1.2. Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

4-1.3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 23 du CCAG et selon les modalités suivantes : la rémunération est adaptée à partir d'une proposition du MOE faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

4-2. Règlement des comptes

4-2.1. Modalités de transmission et de paiement

4-2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « projet de décompte ».

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;

- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

4-2.1.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission AVP:

(1)	Exigibilité
70 %	Après réception des études par le maître d'ouvrage.
30 %	À la validation des livrables par le maître d'ouvrage.

Élément(s) de mission PRO :

(1)	Exigibilité
70 %	Après réception des études par le maître d'ouvrage.
30 %	À la validation des livrables par le maître d'ouvrage.

Élément de mission ACT :

(1)	Exigibilité
60 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises (DCE).
20 %	À la validation du rapport de l'analyse des offres.
20 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission VISA

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des visas sous forme de demandes de paiements mensuels proportionnellement au montant des études exécutées depuis le début du marché de travaux.

Élément de mission DET

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux.

Élément de mission OPC

(1)	Exigibilité
20 %	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux.
80 %	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour.

Élément de mission AOR

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le MOE.
20 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le MOE.
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le MOE.
10 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Élément(s) de mission complémentaire(s) : MC 1-

MC	(1)	Exigibilité
1	70 %	Après réception du DESC par le maître d'ouvrage.
	30 %	À la validation des livrables par le maître d'ouvrage.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du MOE (article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le MOE indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

4-2.3. Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte

postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

4-2.4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4-2.5. Acompte

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'ouvrage.

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant.

B. État de solde

Le titulaire valide et adresse au maître d'ouvrage, sous 30 jours à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, le projet d'état de solde établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet d'état de solde prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet d'état de solde indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le RMO peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le RMO paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

4-3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables en application de l'article 10.2.2 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

Les indemnités d'attente et de dédit, les pénalités et les primes sont établis hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Les autres indemnités et les retenues ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Le mois est appelé « mois zéro » (m_0) et figure sur la première page de l'acte d'engagement.

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING Ingénierie publié par l'Insee.

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;
 I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2. Rythme de règlements est dû au MOE, moins 3 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le MOE dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

5-1. Coût prévisionnel des travaux

Pour chaque tranche, le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C de chaque tranche sur la base des études de projet.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle C_0 affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux proposée par le titulaire au moment de la remise des prestations des études de projet est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, le maître d'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au titulaire de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

Après approbation des études de projet par le maître d'ouvrage, l'avenant défini à l'article 4-1.3. Modification du présent document fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante : Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini à l'article précité, fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

5-3. Seuil de tolérance

Pour chaque mission, le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le titulaire, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Pour chaque mission, ce seuil de tolérance comporte une décomposition par consultation.

L'avancement des études permet au titulaire, lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le titulaire doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage lui demande.

5-4. Coût de référence des travaux

Pour chaque consultation, lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est égal à la somme du/des montants de l'/des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage et des montants initiaux des

marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois m_0 fixé en page de garde de l'acte d'engagement, par application du coefficient de réajustement C_r défini ci-dessous.

$$C_r = \text{TP01}_{0-3} / \text{TP01}_{t-3}$$

avec : TP01_{0-3} = valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 3 mois ;

TP01_{t-3} = valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 3 mois, des offres du marché de travaux concerné.

TP01 désigne l'index général tous travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance correspondant et si le maître d'ouvrage déclare l'appel d'offre infructueux, le titulaire a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de ces nouvelles études de projet et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé réception de cette recevabilité. Ce dossier permettra au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offre ou d'engager une nouvelle négociation.

5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du MOE

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs aux études de projet ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de ses missions.

Le titulaire s'engage à :

- Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Un document sera notifié au titulaire à cet effet.

Pendant toute la durée de l'exécution de ses missions, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordinateur SPS dans le registre journal de coordination.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordinateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

5-6. Variantes pour les marchés de travaux

Le titulaire propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas d'une variante, il propose les exigences minimales à respecter.

Sur proposition du titulaire, le maître d'ouvrage décide du contenu des solutions techniques complémentaires ou alternatives à retenir dans le/les dossiers de consultation.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois m_0 fixé en page de garde de l'acte d'engagement du premier marché de travaux, par application du coefficient de réajustement C_r défini ci-dessous.

$$C_r = TP01_{1t-3} / TP01_{2t-3}$$

avec : $TP01_{1t-3}$ = valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 3 mois du premier marché de travaux ;

$TP01_{2t-3}$ = valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 3 mois, du marché de travaux concerné.

TP01 désigne l'index général tous travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le MOE s'engage à respecter.

6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

6-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

6-5.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 « Travaux ».

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet, demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet, apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 6-4 ci-dessus.

6-5.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du RMO.

Toute proposition de prix nouveau sera accompagnée d'une fiche de travaux modificatif.

Les décisions du RMO relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RMO.

6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le MOE supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

6-7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la « direction de l'exécution des marchés de travaux » (DET) incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. À ce titre, il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de 10 jours.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

6-8. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des marchés de travaux » (DET), le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RMO prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCAP.

6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tel que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter toute ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal de la coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du titulaire pour ses différentes réunions.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- chaque version du/des calendriers globaux et détaillés d'exécution.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de ses missions.

Le titulaire s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définis par le maître d'ouvrage. Un document sera notifié au titulaire à cet effet.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de ses missions, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Dans le cadre du commencement de travaux du/des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution, le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Dans le cadre du commencement de travaux du/des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution, le titulaire, après avoir d'une part, visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux et d'autre part, été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie au/aux titulaires du/des marchés, copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Le titulaire est membre du collège inter-entreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

ARTICLE 7. DÉLAIS ET PÉNALITÉS

Les délais d'exécution sont précisés dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

7-1. Définitions et points de départ

7-1.1. Élément de mission AVP

L'acte qui vaut commencement d'exécution de la tranche ferme du marché, vaut commencement de la mission des études de la mission AVP.

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
AVP	Réaliser les études d'AVP et établir le rapport de présentation de ces dernières	Date de la notification du marché, valant commencement de la tranche ferme.

7-1.2. Élément de mission PRO

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
PRO	Réaliser les études de projet et établir le rapport de présentation de ces dernières	Date précisée dans l'ordre de service du RMO de commencer la mission PRO

7-1.3. Élément de mission ACT

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE)	Date précisée dans l'ordre de service du RMO de commencer l'exécution de la mission ACT
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe de chaque DCE
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des	Date de la remise au MOE des plis

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
	offres.	contenant les offres de chaque DCE
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date précisée dans l'ordre de service du RMO de la décision d'attribution de chaque marché.

7-1.4. Élément de mission VISA

L'ordre de service de commencement d'exécution de la tranche optionnelle du marché vaut commencement de la mission VISA.

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Première présentation au visa	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur
Présentation après modifications	Contrôler et viser ou faire part de ses nouvelles observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur

7-1.5. Élément de mission DET

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion
Notification des décisions	Notifier les décisions du RMO	Date de réception de la décision du RMO
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
État d'avancement	Établir l'état d'avancement	cf. 7-2 du présent document
Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise
Points d'arrêts	Lever les points d'arrêts définis par les différents marchés de travaux	Date de demande de levée des points d'arrêts par l'entrepreneur
Autres tâches prévues au CCAG Travaux	Suivant CCAG Travaux	Suivant CCAG Travaux

7-1.6. Élément de mission OPC

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Calendrier des documents d'exécution	Établir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du RMO de commencer la tâche
Calendrier détaillé	Établir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du RMO de commencer la tâche
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs	Date de réception de la demande du RMO

7-1.7. Élément de mission AOR

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR)	Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux : <ul style="list-style-type: none"> • date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis Ou <ul style="list-style-type: none"> • date de réception, par le MOE, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis
Proposition de réception	Proposer la réception au RMO et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur	Date du procès verbal des OPR
DOE ①	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage	Après réception par le MOE de tous les documents dus par les entrepreneurs
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA)	Date de saisine par le RMO
PV de levée des réserves	Établir le procès-verbal de levée des réserves	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves

① Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception.

7-1.8. Missions complémentaires – MC1

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
MC1	Établir le dossier d'exploitation sous chantier	Date précisée dans l'ordre de service du RMO de commencer l'exécution de la mission MC1.
	Mettre à jour le dossier en cas de besoin durant la mission DET	Date de réception de la demande du RMO

7-2.1. Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission

Par dérogation à l'article 16.2.1, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes de la tranche considérée.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 16.2.4 du CCAG. Par contre, par dérogation à cet article, le délai minimum pendant lequel le titulaire peut présenter des observations est de 5 jours.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il est convenu que le délai de retard part du lendemain de la date limite et s'achève la veille de la date réelle de remise du document. t.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus et ci-après, le MOE subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
AVP	Réaliser les études d'avant-projet	45 jours	500 €
PRO	Réaliser les études de projet	60 jours	500 €
ACT	Préparer les DCE	25 jours	500 €
	Analyse des candidatures et offres	15 jours	500 €
	Mise au point des dossiers marchés	5 jours	500 €
VISA	Première présentation au visa	10 jours	500 €
	Présentation après modifications	2 jours	500 €
DET	Comptes rendus de réunion	Au plus tard 2 jours après la réunion	100 €
	Constats	Au plus tard le lendemain du constat	500 €
	Notification des décisions	Au plus tard le lendemain de la décision	500 €
	Mémoires de réclamation	5 jours	500 €
	État d'avancement	Au plus tard le 28 de chaque mois	500 €
	Projets de décomptes finaux	*	100 €
	Points d'arrêt	Au plus tard le lendemain de la levée de points	100 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
		d'arrêt	
	Autres tâches du CCAG travaux	**	500 €
OPC	Calendrier des documents d'exécution	10 jours	500 €
	Calendrier détaillé	10 jours	500 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	5 jours	500 €
AOR	OPR	2 semaines	500 €
	Proposition de réception	1 semaine	500 €
	DOE	2 semaines	500 €
	Examen des désordres	1 semaine	500 €
	PV de levée des réserves	Au plus tard le lendemain de la levée des réserves	500 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
MC1	DESC	1 semaine	500 €
	Mise à jour du DESC	1 semaine	500 €

*Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 15 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 15 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

**Délais définis dans le CCAG Travaux.

7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales

En cas de non-respect du délai octroyé au titulaire pour prendre attache auprès du facilitateur (15 jours ouvrés suivant la notification effective) – le titulaire subira une pénalité égale à 60 € par jour de retard dans la prise de contact.

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'actions d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 2 000 € par action d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 10.4 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

7-2.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.8.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

7-2.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

7-2.5. Autres pénalités

7-2.5.1. Pénalités liés aux demandes de paiement

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € par demande présentée.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les états d'acomptes mensuels des marchés de travaux, le MOE encourt une pénalité de 100 € par jour de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

7-2.5.2. Pénalités pour non-respect du PAQ

En cas de non-respect du plan d'assurance qualité (PAQ) par le titulaire, une pénalité égale à 500 € par sujétion non respectée. Elle sera opérée sur les sommes dues par le titulaire. Le MOE aura obligation de mettre en place dans les plus brefs délais des dispositions pour respecter le PAQ.

7-2.5.3. Pénalités relatives à la protection de l'environnement

Le MOE prendra toutes les dispositions qui s'imposent pour éviter tout rejet d'eaux polluées sans traitement préalable, pour éviter tous les déversements accidentels notamment pendant la réalisation de l'inspection détaillée initiale. Tout incident fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

En outre, en cas de dommage, le MOE s'acquittera de la réparation de ce dommage ainsi que du paiement de toutes les amendes, du préjudice éventuel au concessionnaire ou gestionnaire des réseaux dans le cas d'endommagement de ceux-ci et des éventuels frais de justice qui lui incomberont.

Le MOE sera tenu de reprendre tous les matériaux déposés en dehors des zones destinées à cet effet, et verser toute indemnité éventuelle aux riverains ou associations diverses concernés.

7-2.5.4. Pénalités pour infractions aux règles relatives à l'hygiène et la sécurité

Une pénalité de 1 000 € sera appliquée pour chacune des infractions suivantes :

- non respect des règles de sécurité sur voies rapides ou autoroutes en service et des consignes données par le maître d'ouvrage ou le gestionnaire des voiries concernées pour l'accès aux ouvrages faisant l'objet de la présente opération ;
- non respect des règles de circulation sur les voies publiques ;
- non respect des remarques verbales ou écrites du maître d'ouvrage, le gestionnaire des voiries concernées ou du coordonnateur concernant la sécurité.

Une pénalité journalière de 300 € par matériel, engin ou camion sera appliquée pendant toute la durée des infractions suivantes :

- engin ou camion, contrevenant à la réglementation en vigueur (Code de la route...) et / ou non autorisé préalablement par le gestionnaire ;
- compresseur, groupe électrogène..., contrevenant à la réglementation en vigueur relative aux bruits émis sur les lieux d'utilisation.

Les frais de réparation et la pénalité seront retenus sur le premier décompte qui suivra la détérioration.

7-2.5.5. Pénalités pour retard à la remise en service (circulation)

Le MOE subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, notamment lors de la réalisation de l'inspection détaillée initiale, une pénalité forfaitaire de 1 000 € à laquelle s'ajoute 500 €/demi-heure de retard (dès la première minute) pour les prestations où l'heure de remise en service ou de levée des restrictions de la circulation (neutralisation de voies) est imposée.

Par exemple :

- la remise en service d'un sens de circulation, initialement prévue à 6 heures, est effective à 6 h 45 (levée du balisage), il est appliqué une pénalité de :

$$1000 + 2 \times 500 = 2\,000 \text{ €}$$

- si une même prestation nécessite 2 jours d'intervention avec neutralisation de voies entre 9 h et 16 h, et que pour chacun de ces deux jours un retard de remise en service de 30 minutes est constaté (remise en service à 16 h 25 le 1^{er} jour et 16 h 15 le deuxième jour), il est appliqué une pénalité de :

$$(1^{\text{er}} \text{ jour} : 1000 + 500) + (2^{\text{e}} \text{ jour } 1000 + 500) = 3\,000 \text{ €}.$$

7-2.5.6. Pénalités pour défaut de nettoyage

En cas de défaut de nettoyage des voiries et des itinéraires empruntés par les différents engins du MOE, notamment lors de la réalisation de l'inspection détaillée initiale, éventuellement salis par ces derniers, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € pour chaque journée de défaut de nettoyage, sur simple constat du maître d'ouvrage ou de son représentant.

ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

8-1. Retenue de garantie

Sans objet.

8-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, à 35 % du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 35 % du montant de la tranche calculée au prorata des 12 premiers mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce

pourcentage atteint 80 %. Toutefois lorsque le taux d'avance est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification de chaque tranche ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9-1. Opération de vérification

9-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le MOE sont remis au RMO, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt].

En complément, un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

9-1.2. Vérifications et décisions du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
AVP	Études d'avant projet	10 jours
PRO	Études de projet	15 jours
ACT	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	10 jours
	Analyse des candidatures et offres	5 jours
OPC	Calendrier détaillé d'exécution des travaux	10 jours
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	30 jours
MC1	DESC	30 jours

Les points de départ de ces délais s'appliquent selon les stipulations de l'article 20.3 du CCAG.

Si la décision n'est pas notifiée au MOE dans le délai ci-dessus, le document est considéré comme admis avec effet à compter de la date d'expiration du délai (admission tacite).

9-2. Admission des documents présentés par le MOE

9-2.1. Admission en l'état ou avec observations

Les stipulations de l'article 21-1 du CCAG s'appliquent.

9-2.2 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RMO dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-2.3 Réfaction

En application ou par dérogation à l'article 21-3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire. L'admission est réputée sans réfaction.

9-2.4 Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RMO dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le MOE, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 9.1.2.

9-3. Achèvement de la mission

La mission du MOE s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le RMO décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RMO, sur demande du MOE.

9-4. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans les articles 9-4.1 à 9-4.3.

9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du MOE, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG est fixé à 5 %.

9-4.2. Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le MOE ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

9-4.3. Autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- Le MOE s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCAP ;
- Après appel à la concurrence infructueux, lorsque le MOE ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le

cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'article 18.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

10-1. Modalité d'application retenue

Les actions d'insertion précisées ci-dessous sont obligatoirement réservées aux publics visés à l'article 18.1 du CCAG

Tableau des actions d'insertion à réaliser pour les lots retenus

Lot n°	Libelle du lot	Action d'insertion	Quantité
/	Lot unique	Clause Alternative	1 action d'insertion à réaliser

Le titulaire (entreprise qui se verra attribuer le lot), devra réaliser l'action d'insertion correspondante au lot qui lui a été attribué, dans les conditions prévues ci-après par le présent article.

Précisions sur les modalités d'exécution d'une clause alternative - Liste non exhaustive

- 1) **La modalité « Découverte des métiers »** L'entreprise titulaire s'engage à participer à une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum se déclinant de plusieurs manières : Visite de chantier, portes ouvertes/visite d'entreprise : accueil dans les locaux de l'entreprise...
- 2) **La modalité « Immersion en entreprise »** La mise en place de l'immersion se fera dans le cadre d'un partenariat avec le SPE (Service Public de l'Emploi : France Travail, Mission locale, Cap Emploi) avec une convention de stage (PMSMP) d'une durée minimale de 35 heures et d'une durée maximale d'un mois.
- 3) **La modalité « Atelier Conseil »** Cette action consiste à accueillir individuellement une personne et lui proposer une simulation d'entretien d'embauche, des conseils autour de la lettre de motivation et du CV, des conseils autour du projet professionnel (notamment dans le cadre d'un bilan de compétences), de l'information autour du réseau professionnel de l'entreprise titulaire
- 4) **La modalité « Parrainage »** Cette action consiste à accueillir individuellement une personne et l'accompagner dans ses démarches professionnelles. Le parrainage a pour objectif de confirmer un projet professionnel et ouvrir son réseau professionnel, découvrir les processus d'entreprises (organisation, activité, gestion)
- 5) Toute autre action, proposée par le facilitateur mandaté par le donneur d'ordre ou par l'entreprise, reconnue pertinente et ciblant le public en difficulté d'insertion éligible à la clause sociale d'insertion

Si l'entreprise attributaire propose dans son offre, un nombre d'actions supérieur au minimum requis (ou une modalité d'insertion plus favorable) dans son acte d'engagement (ou mémoire méthodologique), c'est cette proposition qui sera contractuelle.

Les actions d'insertion comptabilisées au titre de la clause doivent être en lien avec l'objet du marché.

Chaque action retenue sera préalablement validée par le facilitateur.

Rappel des critères d'éligibilité

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle sont prioritairement les habitants des communes de la Communauté Urbaine Caen la mer répondant au moins à l'un des critères suivants :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :

- a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'[article L. 5132-4 du code du travail](#), c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ; les plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE)
- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'[article L. 5212-13 du code du travail](#) orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Préalablement à la mobilisation des publics sur l'action retenue, le critère d'éligibilité doit être validé par le facilitateur mandaté par l'acheteur. En cas de non-validation de l'éligibilité des publics, les entreprises sont informées que l'action réalisée ne sera pas valorisée au titre de la clause sociale d'insertion.

10-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Le maître d'ouvrage décide de s'appuyer sur le facilitateur de la clause sociale d'insertion, qui agit par délégation du maître d'ouvrage pour assurer le suivi et le contrôle du dispositif.

Dans le cadre de la réponse à appel d'offre, les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec le facilitateur :

Coordonnées des chargées de missions Relation Entreprises

Lise ANDRÉ

07 56 36 62 75 / l.andre@calmec.fr

Gwénaëlle BEDELL

02 31 39 39 05 / g.bedell@calmec.fr

Le maître d'ouvrage demande au facilitateur d'accompagner et guider l'entreprise dans la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur CALMEC a pour missions :

- De venir en appui dans le choix de la modalité d'exécution de la clause sociale d'insertion. Ses prérogatives n'empiètent nullement sur le principe du libre choix de l'entreprise.
- D'apporter son assistance dans la réalisation de l'action, en mobilisant son réseau partenaire

Le maître d'ouvrage informe le facilitateur des entreprises attributaires ; le facilitateur se met en relation avec les entreprises, à la suite de leur notification, dans le cadre d'un premier contact mail et téléphonique.

Chaque entreprise adjudicataire s'engage à contacter le facilitateur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de sa notification effective (contact téléphonique et/ou mail, et/ou entretien physique), et désigne un interlocuteur « Insertion ». Il est de la responsabilité de l'entreprise de prendre contact avec le facilitateur désigné au CCAP. Dès lors, ce manquement entraîne l'application de pénalités (cf. article 7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales).

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit dans le mois qui suit la réalisation de l'action, tous renseignements utiles définis par le facilitateur, propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales du présent CCAP.

Le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage et le facilitateur, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin d'étudier ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire en informe le facilitateur qui retransmet au pouvoir adjudicateur ; ce dernier décide de la suspension ou de la suppression partielle ou totale de la clause sociale d'insertion.

Au-delà de ces difficultés, en cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

AE 3-1	déroge à l'article	13.1.3 du CCAG
CCAP 1-9.3.4	déroge à l'article	9.1 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3	déroge à l'article	24.6.3 du CCAG
CCAP 7-2.1	déroge aux articles	16.2.1, 16.2.2, 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG
CCAP 7-2.5.1	déroge à l'article	12.2.2 du CCAG Travaux
CCAP 9-2.3	déroge à l'article	21.3 du CCAG

b) Normes françaises homologuées

Sans objet.

c) Autres norme

Sans objet.